

Hongrie ou "l'Europe qui protège"... les tyrans?

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 11 janvier 2012

LE PLUS. Les responsables européens ne semblent pas s'émouvoir outre mesure de la situation en Hongrie. Si l'Europe politique ne veut pas rester un leurre selon l'euro-députée Sylvie Goulard, Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, José Manuel Barroso doivent réagir.

On Jour après jour, sous nos yeux, le gouvernement de Viktor Orban porte atteinte à la démocratie et à l'Etat de droit en Hongrie. C'est grave. Que fait "l'Europe ?" se demandent, à juste titre, de nombreux Européens. La réponse est hélas : pas grand-chose, ou du moins, pas assez.

L'impuissance de "l'Europe" n'est pas le fruit du hasard. La majorité des Etats membres, au premier rang desquels la France et l'Allemagne, sont gouvernés par des partis qui appartiennent à la même famille politique que le Fidesz de M. Orban.

Au Parlement européen, les députés français de l'UMP, comme ceux de la CDU-CSU allemande siègent avec des collègues hongrois du Fidesz au sein du groupe politique du parti populaire européen (PPE), le plus puissant de cette assemblée. Le président de la Commission européenne, M. Barroso, comme le commissaire en charge des droits fondamentaux, Mme Reding, sont aussi des personnalités politiques PPE.

Faire pression sur Viktor Orban

Je n'assimile en rien ces responsables, ni l'ensemble de ces partis, au mouvement autoritaire hongrois. Un certain nombre de collègues PPE du Parlement européen sont sincèrement choqués par ce qui se passe à Budapest.

En 2011, chacun a pu voir le PPE soutenir l'action du gouvernement Orban lorsqu'il exerçait la présidence tournante de l'Union européenne, sans se préoccuper outre mesure de ses excès nationalistes et de ses délires autoritaires. En 2010, Silvio Berlusconi avait déjà bénéficié de la même solidarité contre des résolutions proposées par d'autres groupes politiques du Parlement européen en faveur du pluralisme des médias en Italie.

A l'exception d'Alain Juppé, on n'a guère entendu de critiques, dans cette famille, contre les dérives de la Hongrie. Une "Europe qui protège" promettait l'UMP en 2009, durant la campagne pour l'élection européenne. Vraiment ? Y compris les tyrans, parce qu'ils font partie de la famille?

Il n'est jamais facile de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre Etat; certaines interventions, par leurs excès, peuvent même être contre-productives si elles créent des réflexes de solidarité nationale. Mais les autorités françaises ont toujours

affirmé, au fil des décennies, que l'UE était une communauté de valeurs et non seulement un grand marché.

Les responsables politiques ne doivent pas rester silencieux

Le gouvernement actuel ne cesse de mettre en avant son rôle de leader en Europe, aux côtés de l'Allemagne. Le cas hongrois donne à Angela Merkel et Nicolas Sarkozy une excellente occasion de prouver leur engagement européen, en commençant par faire un peu de ménage... en famille.

Des outils existent. L'article 6 du traité sur l'Union européenne, rappelle que l'UE reconnaît les droits et principes de la Charte des droits fondamentaux [communautaire] ainsi que les droits garantis par la Convention européenne des droits de l'homme [du Conseil de l'Europe] ; l'article 7 met en œuvre une procédure en trois temps (détection d'un risque de violation grave, constatation de la violation grave et sanction).

La constatation du risque (art 7.1), sur une initiative de la Commission, du Parlement ou d'un certain nombre d'Etats, requiert certes une majorité des 4/5e au sein du Conseil, c'est un seuil élevé, mais quand France et Allemagne veulent, nous dit-on sans cesse...

Ainsi, nos gouvernements, avec l'aide de la Commission, pourraient exercer une pression sur le gouvernement Orban. Ils pourraient aider les Hongrois qui ont le courage de protester contre ces dérives. Des journalistes, des citoyens, le Président de la banque centrale se battent pour l'Etat de droit dans leur pays. Nous devons agir avec eux, pour la défense d'un bien commun européen, contre un gouvernement régulièrement élu mais qui abuse de son pouvoir, en violation des principes fondamentaux de l'Union.

Ce serait une belle occasion pour le président de la République de démontrer que les procédures "intergouvernementales" qu'il a privilégiées dans son discours de Toulon peuvent être mises en œuvre.

Si les chefs de gouvernement ne sont pas en mesure de contrôler, avec la sévérité que ces matières commandent, le respect de la démocratie et des droits de l'homme, ils auront fait la preuve qu'ils ne proposent, en définitive, qu'un ersatz d'Europe, impuissante, faible. L'euro souffre déjà de ce vice congénital consistant à confier aux contrôlés le soin d'être les contrôleurs.

La préservation de l'Etat de droit requiert l'intervention d'autorités indépendantes, préservées des arrangements politiques. L'Europe intergouvernementale, l'Europe "politique" est trop souvent un leurre. Commode pour nos princes, elle laisse les Européens sur leur faim. Et ce n'est pas un problème qui est lié à la domination actuelle du PPE.

Demain, avec une autre configuration politique, la même complaisance pourrait se reproduire. Alors le Département d'Etat américain reviendrait – à raison – nous faire la leçon sur ce qui se passe à l'intérieur même de l'UE.